

mois de septembre et qui a été caractérisée dans sa première phase (septembre-décembre) par deux grèves générales imposantes. Mais après décembre on a commencé à piétiner sur place, à freiner le mouvement, à contrecarrer la pression de la base, à nourrir des illusions sur l'intervention du ministre du Travail, etc. Résultat : le patronat ne cède pas et le mouvement est bloqué. A-t-on le projet de recommencer dans quelques semaines ? Peut-être, mais en tout cas ce n'est pas par des actions pareilles, avec une telle couardise, un tel opportunisme qu'on pourra exploiter à fond une situation objectivement favorable et qui permettrait une lutte autrement efficace contre le patronat et son gouvernement, une lutte qui, du plan syndical, pourrait aisément s'élargir au plan politique et se donner comme objectif la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan.

15 avril 1954.

## La Conférence de Caracas

Ni le poids exercé par la délégation des Etats-Unis, ni le fait que la plupart des délégués des Etats latino-américains appartenaient à des gouvernements dictatoriaux ou simplement assujettis à Washington, n'ont suffi à empêcher que se manifeste à la Conférence panaméricaine — qui s'est tenue en mars à Caracas — le profond divorce existant entre les besoins et les aspirations des peuples latino-américains et la politique de Wall Street.

La délégation des Etats-Unis a voulu axer la Conférence sur la lutte « contre le communisme » dans un double but : a) engager davantage les pays d'une région que les Etats-Unis considèrent comme leur principale « chasse gardée » dans la croisade anticommuniste et la « guerre froide » ; b) préparer et justifier des interventions réactionnaires contre tout pays latino-américain en voie de se libérer de la tutelle et de l'exploitation de l'impérialisme yankee, à commencer par le Guatemala.

Par contre, les délégations latino-américaines qui subissaient toutes à des degrés divers la pression de leurs masses ont clairement manifesté des hésitations, tant à embrigader davantage leurs pays respectifs dans la politique internationale périlleuse de l'impérialisme yankee, qu'à s'associer ouvertement à une action quelconque contre le régime révolutionnaire du Guatemala si populaire dans toute l'Amérique latine. Cependant, leur soumission finale aux desideratas de Washington montre clairement les limites de leur résistance et l'inévitabilité de leur capitulation devant Washington en cas de guerre.

Leurs préoccupations majeures à Caracas étaient d'ordre économique. La fin du boom provoqué par la guerre de Corée, les débuts de crise économique caractérisant l'économie capitaliste internationale sont déjà douloureusement ressentis par les économies semi-coloniales de ces pays. Le volume et les prix de leurs exportations en produits minéraux et agricoles vers leur principal client, les Etats-Unis, sont en baisse.

D'autre part, la tendance de tous ces pays à une industrialisation plus poussée, afin de se libérer de leur condition semi-coloniale, n'a cessé de se renforcer depuis la dernière guerre. Pour maintenir et amplifier cette tendance, il faut un volume accru d'investissements, avec priorité pour les industries énergétiques et de transformation. D'où la pression exercée par ces délégations à Caracas pour obtenir des Etats-Unis un niveau élevé d'importations de produits minéraux et agricoles à des prix avantageux et des capitaux non privés à long terme.

Il est significatif que les pays qui ont le plus insisté dans ce sens et résisté le plus vigoureusement à la délégation nord-américaine, sont ceux qui sont économiquement les plus développés et qui ont déjà un solide noyau de bourgeoisie industrielle nationale : Argentine, Mexique, Chili, Brésil.

La délégation nord-américaine était moins que jamais prête à donner satisfaction aux demandes des Latino-Américains. Ce n'est pas au moment où la crise